

La spéculation foncière mène à des violations des droits humains et à l'éco-destruction au Brésil

mercredi 4 juillet 2018

Un nouveau rapport révèle comment les fonds de pension internationaux, les investissements étrangers et les institutions détruisent l'avenir des communautés rurales du nord-est du Brésil.



L'avancée de l'agro-industrie dans la région de MATOPIBA (une zone d'environ 73 millions d'hectares qui s'étend sur les États brésiliens du Maranhão, Tocantins, Piauí et Bahia), soutenue par le capital international, détruit les moyens de subsistance des communautés rurales et érode considérablement la biodiversité locale.

La région MATOPIBA est située dans la partie nord du Cerrado, une écorégion qui abrite 5% de la biodiversité mondiale. Moins connue que l'Amazonie, elle est tout aussi vitale pour l'écologie du pays et de la planète. Les communautés indigènes et traditionnelles qui y vivent ont développé des stratégies de survie et de coexistence avec cet écosystème et leurs pratiques et connaissances sont indispensables à la survie du Cerrado. Avec l'expansion de l'activité financière et de l'agriculture industrielle - en particulier le soja - cette écorégion atteint des taux de déforestation extrêmement élevés.

Des conséquences graves pour la population locale

Les communautés de la région de MATOPIBA sont déplacées de leurs terres et subissent une contamination généralisée du sol, de l'eau et du bétail par les produits agrochimiques. La violence à l'encontre des dirigeants communautaires est en hausse, tout comme les conflits sur l'eau.

« L'accaparement des terres est principalement le fait d'acteurs locaux, mais ceux-ci sont soutenus par de l'argent provenant de l'étranger. La falsification des titres fonciers est au cœur de cette activité, en tant que moyen de simuler la propriété foncière, qui a été appropriée illégalement », explique Isolete Wichinieski de la Commission pastorale de la terre (CPT), une organisation brésilienne travaillant en étroite collaboration avec les communautés rurales. « Les populations locales détiennent rarement des titres fonciers officiels, mais la loi brésilienne reconnaît les droits qu'elles ont acquis en occupant et en utilisant leurs terres au fil des générations ».

« La région de MATOPIBA est témoin de la transformation de la terre en un actif financier en raison du pouvoir et de l'influence croissants de la finance mondiale et de ses modes de fonctionnement - un processus appelé "financiarisation" », dit Fábio Pitta du Réseau brésilien pour la justice sociale et les droits humains. Les gouvernements brésiliens ont depuis longtemps encouragé l'expansion de l'agrobusiness par le biais de subventions importantes et les grandes monocultures de soja ont commencé

à envahir la région MATOPIBA dans les années 2000.

« Le capital international finance depuis longtemps la production agro-industrielle au Brésil. Ce qui a changé après la crise financière de 2007/08, c'est que la terre elle-même est devenue une cible pour les acteurs financiers et une entreprise à part entière, indépendamment du financement de la production agro-industrielle ou du commerce des produits de base. Leurs soi-disant "investissements" sont spéculatifs parce qu'ils visent à augmenter la valeur de leurs portefeuilles grâce à la hausse des prix des terrains », ajoute M. Pitta. Cette nouvelle forme d'accaparement des terres a exacerbé l'intensité, l'échelle, la vitesse, la complexité et les impacts structurels sur les populations locales.

Les coulisses des fonds de pension internationaux

Dans le cas de MATOPIBA, les fonds de pension des États-Unis et de l'Europe sont des acteurs cruciaux, injectant des centaines de millions de dollars dans le secteur foncier. Par l'intermédiaire de deux fonds locaux, TIAA (USA), Ärzteversorgung Westfalen-Lippe (Allemagne), ABP (Pays-Bas) et le deuxième fonds de pension national suédois (AP2) possèdent près de 300 000 hectares de terres agricoles au Brésil. « Ces fonds ne sont peut-être pas directement impliqués dans le déplacement des populations locales, mais ils sont une partie essentielle du modèle commercial destructeur appliqué dans la région. Et ils savent dans quel genre d'affaires ils sont impliqués », déclare Philip Seufert de FIAN International. Les fonds de pension concernés alimentent la spéculation foncière et profitent directement de la hausse des prix des terres.

Les États dans lesquels ces fonds de pension sont basés n'ont pas mis en place une réglementation efficace pour s'assurer que les activités transnationales de ces acteurs sont conformes aux droits humains ni respectueuses de l'environnement. Les États s'appuient sur l'autorégulation volontaire des acteurs économiques, y compris lorsqu'il s'agit d'apporter un remède aux personnes touchées.

« Une telle approche donne le rôle d'arbitre aux mêmes acteurs qui sont impliqués dans des abus graves. Cela est contraire aux obligations des États en matière de droits humains et ne peut garantir la justice. En ce qui concerne les fonds de pension, les États exercent une surveillance sur les aspects financiers. Cependant, les pensions des personnes aux États-Unis et en Europe ne peuvent pas être assurées en détruisant la vie des communautés rurales au Brésil », ajoute Seufert.

Vous pouvez accéder au rapport [ici](#)

Suivez les mises à jour via [#CaravanaMatopiba](#) et [#BrazilLandGrab](#).

Pour toute information relative aux médias, contactez [delrey\(at\)fian.org](mailto:delrey(at)fian.org)



Notes aux rédacteurs

- Le rapport "The Social and Environmental Cost of Land Business. Le cas de MATOPIBA, Brésil" est publié par FIAN International, le Réseau pour la justice sociale et les humains et la Commission pastorale de la terre (CPT). La recherche et l'élaboration du rapport ont été le fruit du travail collectif de plus de 30 mouvements sociaux, d'organisations nationales et internationales de défense des droits humains, d'organisations de développement et d'universitaires.

- Le rapport est basé sur deux missions d'enquête, qui ont eu lieu en septembre 2017 et janvier 2018 :
 - o La première mission, intitulée [#CaravanaMatopiba](#), a eu lieu en septembre 2017. Elle a été organisée par FIAN International, le Réseau social pour la justice et les droits humains, FIAN Brésil et la Commission pastorale de la terre (CPT) Piauí, avec la participation de : Action Aid International et Brésil, Aidenvironnement ; Caritas Régional de Piauí ; la CPT nationale ; Escola de Formação Paulo de Tarso (EFPT - PI) ; Federação dos Agricultores Familiares (FAF) ; Federação dos Trabalhadores Rurais na Agricultura (FETAG-PI) ; GRAIN ; HEKS/EPER International Institute of Social Studies ; La Via Campesina International et CLOC- La Via Campesina Brésil, Maryknoll, Paróquia de Santa Filomena, Instituto Comradio do Brasil ; Obra Kolping Piauí ; Sindicato dos Trabalhadores Rurais de Santa Filomena ; Vara e Procuradoria Agrária - PI, PROGEIA (Santa Filomena), ainsi que les sections de FIAN International en

Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède.

o Une deuxième mission d'enquête sur les liens avec l'Europe s'est rendue aux Pays-Bas, en Allemagne, en Suède et à Bruxelles, sous la coordination de FIAN International et de ses sections aux Pays-Bas, en Suède et en Allemagne.